
Introduction

À l'origine de cet ouvrage, se situe une rencontre avec un objet d'étude inattendu. À l'occasion de précédentes recherches, notre attention de géographe et d'historienne de la géographie a été retenue par la figure d'Alexander von Humboldt. Plus précisément, me penchant sur la manière dont ce naturaliste a jeté les bases du raisonnement géographique au début du XIX^e siècle (Péaud, 2009), un épisode de son parcours m'a particulièrement saisie. Il s'agit de son passage en Asie, en 1829, alors qu'il effectue le pendant de son voyage américain de 1799 à 1804 (Ette, 2007). À cette occasion, Humboldt réalise son périple sous le contrôle total du tsar Nicolas I^{er}, de son ministre Cancrin, qui le financent généreusement, et surtout des cosaques qui encadrent perpétuellement ses déplacements (Humboldt, 2009a). Cet encadrement n'est pas seulement économique et logistique, il est également intellectuel et possède des retombées scientifiques et épistémologiques considérables sur les travaux de Humboldt (Péaud, 2012, 2014). En effet, le naturaliste prussien doit limiter ses recherches à des aspects géologiques et accepte de taire les questions sociales qui pourtant l'alertent. Le déroulement du voyage russe révèle une tension qu'Ottmar Ette qualifie de « schizophrénie humboldtienne » (Ette, 2007 : 23). Le désir d'indépendance de Humboldt, qui tend vers l'horizon de la vérité scientifique, se heurte aux obligations imposées par le pouvoir russe.

Cet épisode pourrait sembler anecdotique si l'on considère la longévité scientifique humboldtienne. Mais il a agi pour moi comme un révélateur : on peut considérer la production scientifique hors-sol, c'est-à-dire hors de son contexte sociétal et politique. À partir de ce constat, nous avons résolu de

questionner l'influence et la place *du* et *de* la politique dans les modalités de la production des savoirs géographiques en Europe au début du XIX^e siècle. C'est de ce choc intellectuel qu'est né notre objet de recherche.

Fort de cette envie initiale, le sujet de cet ouvrage articule une réflexion épistémologique : quelles relations entretiennent les sphères politique et géographique ?, et une réflexion historique : quel est le contexte de production des savoirs géographiques en France, en Prusse et en Grande-Bretagne entre la fin du XVIII^e et le début du XIX^e siècle ? Il a vu le jour dans un contexte académique européen particulier. Appartenant autant au champ de l'histoire des sciences qu'à celui de la géographie, il se situe dans une position d'entre-deux académique, puisque certains considèrent encore qu'établir l'histoire de sa discipline de recherche ferait dans une certaine mesure sortir du champ qu'elle occupe. Toutefois, la pratique réflexive s'impose peu à peu à la géographie, à l'instar des habitudes cultivées dans les autres sciences humaines, même si elle demeure un *habitus* à affirmer. Les sphères anglophone et germanophone, bien plus habituées à réfléchir sur les modalités du *faire* géographique, cultivent quant à elles une vraie tradition de la réflexivité et de l'historicisation des pratiques géographiques. Il faut rappeler ici les travaux de Hugh Clout (2009), Gerhard Engelmann (1983), ou encore ceux de David N. Livingstone, seul (2003) ou avec Charles W. J. Withers (2005), Iris Schröder (2011) et Karl Schlögel (2007). La sphère de la géographie française rattrape son retard sur le monde anglophone. Après quelques travaux portant sur la dimension historique de la discipline, mais souvent de manière érudite (Broc, 1972), quelques pionniers s'emparent de cette approche ; c'est notamment le cas de Philippe et Geneviève Pinchemel (1988) ou Vincent Berdoulay (1995). De manière plus récente, cet intérêt se renforce, tout en prenant appui sur quelques moments forts de la discipline : l'après 1870 pour Isabelle Lefort (1992) et surtout le moment vidalien, qui constitue une période essentielle d'interrogations pour les géographes, comme on peut le constater à travers les travaux de Marie-Claire Robic (2001, 2006a) ou d'Olivier Orain (2003). Progressivement, la géographie se positionne comme une science ayant une véritable légitimité à réfléchir elle-même à la manière dont elle produit ses savoirs. Les réflexions historiques et épistémologiques se structurent peu à peu par leur institutionnalisation progressive, au sein par exemple de l'équipe d'accueil EHGO (Épistémologie et histoire de la géographie, UMR Géographie-cités). Un développement contemporain de ce type de recherches est également bien visible parmi les géographes français, en particulier au sein de la jeune génération, constituant pour certains une vogue historiographique (Robic, 2006b).

Cet ouvrage s'inscrit entièrement dans le mouvement de montée en réflexivité constaté depuis plusieurs années en géographie, mais aussi dans l'ensemble de la sphère des sciences humaines et sociales. L'ère de la post-modernité reva-

lorise le lien objet / sujet, et ce faisant, plutôt que de s'attacher à en démontrer la distance, elle vise au contraire à mettre au jour les relations complexes qui nouent le chercheur à son objet (de Certeau, 1990 ; Latour, 1989 ; Latour, Woolgar, 1996). Comprendre en effet comment l'on passe d'un sujet (compris au sens individuel comme collectif) à une production scientifique, ce qui se joue dans le passage de l'intentionnalité à l'effectivité paraît en effet très riche de sens. L'exigence de réflexivité peut aussi s'entendre sur le temps long de la discipline : convoquer le passé pour (ré)envisager le présent rend possible un jeu de miroir aux multiples reflets. C'est cette perspective qui a animé cette recherche, dans laquelle les manières de faire géographiques en France, en Prusse et en Grande-Bretagne au début du XIX^e siècle sont interrogées dans une perspective croisée. D'autres inspirations provenant du courant de géographie culturelle ont nourri nos recherches, ce courant s'inscrivant lui-même dans le tournant plus vaste des *cultural studies* (Hunt, 2013). En posant le caractère situé des savoirs géographiques, le tournant culturel pousse depuis une vingtaine d'années à interroger les liens entre notre discipline et son contexte sociétal (Claval, Staszak, 2008). Cette approche, qui met en avant l'importance essentielle de l'environnement, social, économique, politique et culturel, dans le processus de production des faits sociaux, rejoint de ce fait les travaux de Bruno Latour qui conçoit la production scientifique comme un fait social semblable à tous les autres (Latour, 1989, 2007). Ensuite, en termes d'objets, le tournant culturel invite à penser politique et géographie comme des univers particuliers, dotés d'éléments matériels et surtout idéels qui les définissent. Ces univers se déclinent à l'échelle collective et individuelle. Cette dernière, celle du géographe pour moi, est particulièrement mise en valeur dans la géographie culturelle et encourage la mobilisation de matériaux originaux relevant du domaine de l'intime (correspondances, journal de voyage, croquis). En termes de matériaux, le texte, figure scientifique majeure de l'ère moderne (Berthelot, 2003), laisse aussi la place à des supports matérialisant le caractère évolutif et toujours finalement transitoire, ou intermédiaire, de la production scientifique (Hébert, 2009). Enfin, aux représentations devenues objets à part entière et que le tournant culturel permet de révéler à travers une mobilisation de nouveaux matériaux, s'articule une approche culturelle qui vise à leur associer un / des mode(s) de conception de l'espace. La géographie culturelle, en valorisant bien évidemment la dimension spatiale, permet en effet de mettre à jour des schèmes spatiaux associés à des groupes ou à des individus (Besse, 2004). Dans la mesure où cet ouvrage interroge les relations entre le champ des savoirs géographiques et le champ du pouvoir au début du XIX^e siècle, cette approche culturelle de l'espace s'intègre pleinement à mes réflexions. Le tournant culturel invite en effet à se questionner sur l'effet miroir qu'engendre la mobilisation de nouvelles approches, c'est-à-dire sur la capacité qu'a la mobilisation de

savoirs et savoir-faire venus d'autres disciplines à révéler les habitudes, mais aussi les failles méthodologiques ou théoriques de la géographie. De plus, le regard porté vers les sphères germanophone et anglophone permet de continuer à ouvrir l'horizon géographique français à d'autres habitudes et façons de faire disciplinaires et de participer au courant de l'histoire transnationale (Heilbron, 2009).

Sphère politique et sphère scientifique : regards croisés

À l'origine de cette recherche se situe une question simple : comment les champs politique et des savoirs géographiques interagissent-ils dans un temps donné (1780-1860) et dans des sphères données (France, Prusse et Grande-Bretagne)? La délimitation de ce sujet, aussi bien en termes temporels et spatiaux qu'en termes d'objets, appelle quelques éléments de justification et d'explicitation.

Articuler savoirs géographiques et politique

Le premier pôle de l'analyse se situe du côté des savoirs géographiques. Entre 1780 et 1860, cette discipline moderne telle que nous la connaissons et pratiquons aujourd'hui est en voie de constitution. À l'instar d'autres sciences à cette époque, telles que l'histoire, elle connaît un processus d'individuation et d'institutionnalisation (Claval, 2001, 2004). Le paysage scientifique européen se transforme : d'un projet encyclopédiste et universaliste émergent progressivement plusieurs disciplines individualisées (Besse, Blais, Surun, 2010; Schröder, 2011). On passe progressivement de savoirs géographiques, marqués par une essentielle pluralité de leurs modalités de production, à une science géographique, la fondation des premières sociétés de géographie entre 1820 et 1830 en témoigne (Lejeune, 1993). C'est dans l'atmosphère intellectuelle des Lumières que celle-ci trouve des conditions favorables à sa construction. Les philosophies du contrat social, telle celle de Rousseau, qui croient en une société perfectible, donnent un nouvel élan à la géographie politique. Parallèlement, l'usage des statistiques se développe (Bourguet, 1989; Palsky, 1996). La géographie se préoccupe alors du devenir de la société et constitue, dans une mesure qu'il s'agira d'évaluer et de qualifier, un véritable outil au service du politique. Cet objectif politique et social assigné à la géographie n'est pas tout à fait neuf, dans la mesure où les applications cartographiques de la géographie, que leur contenu soit de nature militaire ou statistique, servent déjà depuis des siècles les gouvernements européens (Desbois, 2012). Cependant, au tournant des XVIII^e et XIX^e siècles, puis tout au long du XIX^e siècle, la place sociale et le contenu de la production géographique évoluent : l'épisode révolutionnaire de même que le développement des

entreprises coloniales redéfinissent périodiquement son rôle et renforcent ses liens avec *le* et *la* politique.

En regard des savoirs géographiques, un autre objet complexe est convoqué dans cette étude : le champ politique. Tout d'abord, la nature, la taille ou encore la stabilité du maillage politique considéré sont différentes dans les trois sphères culturelles abordées (France, Prusse et Grande-Bretagne). Un des enjeux de la recherche réside précisément dans la prise en compte différenciée de ces trois sphères et dans la mise en perspective de ces trois contextes avec les modalités de production des savoirs géographiques qui y président. Ensuite, le champ du politique comprend deux niveaux distincts mais néanmoins liés : il est fait de l'imposition d'un pouvoir sur / dans un territoire, cette imposition étant mise en œuvre par des institutions, des normes, des organes et acteurs. Même si les facteurs du politique prévalent, il est évident que des éléments (diplomatiques, économiques...) de la politique menée par ces différents États ne sauraient être évacués. Si l'accent est mis sur le premier terme, le binôme conceptuel *politics* / *policy* (le politique / la politique) constitue le deuxième pôle de l'analyse. Lorsque nous employons *le* politique dans le cours de cet ouvrage, cette expression recouvre les acteurs, voire les actants de la décision politique, qui seront précisés à mesure de leur convocation dans les analyses. Ce qui intéresse *in fine* cette recherche se situe dans l'interface entre la construction, effective et envisagée, d'un projet étatique et la fabrication de la science géographique.

Le champ politique interrogé dans son rapport à l'histoire des sciences est un enjeu ancien et de plus en plus important de la réflexion épistémologique (Foucault, 1969, 1975 ; Girard, 1972 ; Gauchet, 1985, 2003 ; Weber, 2002). L'élucidation des relations entre champ scientifique et champ politique émerge peu à peu en épistémologie de la géographie, mais demeure un questionnement encore mineur, alors même que les autres sciences humaines en ont fait un objet à part des interrogations historiographiques. Les travaux fondateurs de Michel Foucault ne sont bien sûr pas étrangers à cet intérêt (Foucault, 1969, 1975). Les champs de la géographie et du politique sont pourtant indissociables l'un de l'autre. Géographie et politique sont tout d'abord articulés dans leurs usages. Ceux-ci relèvent de la cartographie, d'une part, et du domaine de l'expertise et de l'intervention, d'autre part (Palsky, 1996). Historiquement, la géographie est un domaine de l'expertise au service de l'État (Desbois, 2012). Ensuite, les champs de la géographie et du politique sont liés dans le registre des modalités : les connaissances géographiques sont en effet traditionnellement mobilisées dans les entreprises de maillage politique des espaces. Vidal de La Blache aidant au tracé de la frontière entre le Brésil et la Guyane française (Mercier, 2009) ou l'actualité plus récente du découpage régional en constituent deux exemples parmi d'autres. Enfin, ils sont articulés du point de vue des périmètres d'objet reconnus par les géographes. Le « politique » fonctionne comme un objet de

la géographie, dont les modalités analytiques ont largement évolué (Lacoste, 1976 ; Raffestin, 1980). Aujourd'hui, les travaux épistémologiques en viennent à considérer le politique comme un opérateur de la fabrique géographique (Besse, Blais, Surun, 2010 ; Schröder, 2011). Bien que les champs de la géographie et du politique aient déjà été l'objet de regards croisés, peu de travaux ont encore été réalisés de manière systématique sur la place du politique dans le développement et la construction de la discipline. Dans le cas de la géographie, ces recherches sont seulement esquissées par plusieurs chercheurs. Et paradoxalement, ces chercheurs ne sont eux-mêmes pas géographes de formation. Cette question intéresse des philosophes, comme Jean-Marc Besse (Besse, Blais, Surun, 2010), ou bien des historiens, tels qu'Hélène Blais (2005), Isabelle Laboulais-Lesage (1999, 2008) ou, en Allemagne, Iris Schröder (2011).

Cette dernière a d'ailleurs consacré en 2011 un ouvrage comparant les situations de la France, de la Prusse et de la Grande-Bretagne sur une période assez proche de celle choisie ici même (1790-1870), preuve que les modalités de production des savoirs géographiques envisagées de manière croisée font de plus en plus l'objet d'interrogations historiques, qui ne portent plus uniquement sur le moment de fondation des écoles nationales, mais remontent en amont. Cette recherche s'inscrit dans cette veine et fait le pari que les géographes eux-mêmes peuvent s'emparer de manière opératoire de cette question. En effet, Iris Schröder met aussi l'accent sur le tournant spatial et l'approche située de la science, qui est également un des fils conducteurs de ce travail. La présente recherche diffère cependant de plusieurs manières du travail d'Iris Schröder, que ce soit en matière d'approches ou d'objets. Tout d'abord son ouvrage, *Das Wissen von den ganzen Welt*, est le fruit d'une recherche en histoire globale, alors que le nôtre est centré sur une approche transnationale. Ensuite, son travail envisage différemment les liens entre la sphère du politique et la sphère des savoirs géographiques : si cette relation est bien questionnée, elle l'est davantage d'un point de vue sociologique, institutionnel, voire économique, mais pas du tout d'un point de vue épistémologique comme notre recherche s'y efforce. Les objets diffèrent également, puisqu'Iris Schröder accorde une grande importance aux savoirs géographiques populaires, ou grand public, objets peu analysés ici. Ce sont en effet les savoirs géographiques savants qui représentent les objets d'étude privilégiés. Enfin, une des grandes différences entre ces deux recherches tient aussi à la posture de départ : alors qu'Iris Schröder aborde l'histoire des savoirs géographiques en historienne, celle-ci s'inscrit pleinement dans le champ de la géographie. C'est en géographe, en utilisant les outils et productions de la géographie, que ce travail a été mené. Ce qui explique notamment l'attention toute particulière accordée à la production graphique et cartographique, qui est complètement absente du livre d'Iris Schröder.

Comparer et croiser trois sphères culturelles : France, Prusse et Grande-Bretagne

Le périmètre géographique de cette recherche propose d'emblée une perspective comparatiste et croisée, dans la mesure où il embrasse trois sphères culturelles à la fois proches et distantes de par leur histoire et leurs caractéristiques politiques et culturelles. Il concerne la France, État constitué et centralisé, la Prusse, royaume à l'origine de l'unification allemande, et enfin la Grande-Bretagne, État fait d'une mosaïque de différentes nations. Au cours de ce moment de transition et d'évolution aussi bien politique que scientifique que constitue la période 1780-1860, ces trois ensembles ont des fonctionnements à la fois semblables et spécifiques, aussi bien sur les plans scientifique que politique. Ce sont d'abord trois espaces de l'institutionnalisation précoce de la géographie. Les premières sociétés de géographie y voient le jour (Lejeune, 1993). Selon des calendriers différents, ces trois espaces s'engagent aussi dans le processus de construction nationale (Thiesse, 1999), voire dans le processus colonisateur (France et Grande-Bretagne). Mais de grandes divergences les marquent aussi. Sur le plan intérieur, ils ne connaissent pas tous des régimes politiques de même nature. La France est marquée par une certaine instabilité, entre Révolution et Restauration. La Prusse initie dès le début du XIX^e siècle le projet d'un nationalisme prussien, puis allemand, et plus tard dans le siècle soutient l'idée d'une unité nationale allemande. La Grande-Bretagne a sans doute le régime politique le plus stable des trois, car sa révolution date de la fin du XVII^e siècle, mais elle est aux prises avec les multiples nationalités constitutives du pays : anglaise, galloise, écossaise, irlandaise, cette dernière étant particulièrement problématique (Kenny, 2004). Les bouleversements politiques nombreux au cours de ce temps long (1780-1860) seront développés au fil de l'argumentaire de cet ouvrage. Sur le plan extérieur, l'horizon de la colonisation se dessine : ces trois pôles y sont engagés d'une façon qui bouleverse le rapport à l'espace-monde et la gestion de l'espace (Gataloup, 2007), mais de manière inégale. La France et la Grande-Bretagne relancent ce processus fortement, alors que la Prusse se concentre sur son espace national.

Ces trois sphères constituent le support de l'analyse relationnelle entre politique et géographie qui forme le cœur de notre recherche. En les considérant ainsi que leurs extensions territoriales variables au fil de la période (évolution des frontières nationales, processus de colonisation), nous inscrivons de fait notre analyse dans la problématique des savoirs situés (Jacob, 2007). Cette approche pose que le contexte, social, culturel et politique, dans lequel sont produits des savoirs possède un effet structurant sur ceux-ci, et pas seulement encadrant.

Cette approche, développée en géographie depuis une vingtaine d'années, est bien sûr à replacer dans une tradition de pensée historique et sociologique prenant à son compte un tournant spatial. On peut citer Emmanuel Todd, un des premiers historiens à mettre en avant le caractère éminemment situé de tout phénomène :

Ces cartes mettent très vite en évidence des coïncidences frappantes entre événements, entre structures, entre événements et structures. Elles révèlent l'existence de formes géographiques stables, traversant les siècles et dans lesquelles viennent s'inscrire, avec une belle régularité, avec une magnifique discipline, événements, structures, phénomènes de tous ordres – économiques, religieux, idéologiques. L'espace lui-même paraît devenir un acteur de l'histoire, un déterminant de l'histoire des hommes.

Ces formes géographiques immuables sont l'effet visible de l'action souterraine mais permanente de formes stables, fortement associées au cadre géographique, incrustées dans des lieux, et relativement indifférentes au temps. (Todd, 1996 : 20)

Emmanuel Todd met particulièrement l'accent sur les structures démographiques et familiales, mais sa démarche s'inscrit parfaitement dans le tournant spatial opéré par les historiens et une grande partie des sciences sociales depuis une trentaine d'années.

Interroger le processus de construction disciplinaire, c'est-à-dire le passage des savoirs géographiques à une science géographique, dans un périmètre géographique comprenant trois sphères culturelles et politiques, invite *de facto* à mettre l'accent sur la manière dont chaque environnement politique informe, ou non, ce processus : en quoi le processus de renforcement national à l'œuvre dans ces trois États donne-t-il lieu à des façons de faire nationales ?

Si le titre annonce une répartition égale des analyses, une hiérarchie s'opère en fait entre ces trois sphères géographiques, pour des raisons de temps mais aussi d'affinité. La France et la Prusse fonctionnent comme les pôles principaux de cette recherche. Elles forment un diptyque fort, tandis que la sphère britannique fera l'objet d'éclairages plus ponctuels. Ces espaces n'ont donc pas le même statut au sein de ce travail, mais ils concourent tous à proposer une réflexion comparée et croisée.

Embrasser un temps long : de 1780 à 1860

Outre un périmètre géographique étendu, ce travail fait également le choix d'embrasser un temps long de l'histoire de la discipline. La période allant de 1780 à 1860 présente une unité temporelle sur les plans politique et géographique, de même qu'une périodisation assez marquée. Le croisement de ces différents champs et échelles permet de faire de deux dates précises, 1785 et 1859, les bornes temporelles de notre sujet, encadrant ce qu'il convient d'appeler un long premier XIX^e siècle. Ces deux dates correspondent à des symboles forts.

1785 voit en effet le départ de La Pérouse pour son voyage autour du monde, tandis que 1859 correspond à l'année de décès de deux géographes prussiens majeurs, Humboldt et Ritter, ainsi qu'à la parution de *L'origine des espèces* de Darwin, qui va modifier le contexte scientifique européen, voire mondial. Au-delà cependant de ces symboles encadrant, cette période constitue une matrice temporelle efficiente pour aborder la question des liens entre le champ politique et la sphère géographique en cours de construction. Cette périodisation ne s'impose pas d'elle-même, mais tient compte de différents facteurs. Tout d'abord, c'est bien le contexte européen, dans une dimension d'histoire politique et culturelle, qui est pris en compte : il englobe et déborde la situation respective des trois entités géographiques choisies, ainsi que les champs politique, scientifique et géographique. Ensuite, chacune de ces entités, France, Prusse puis sphère germanique et Grande-Bretagne, possède une chronologie qui lui est propre, que le travail prend également en charge. Là encore, il s'agit de saisir conjointement les enjeux liés aux champs politique et géographique. À plus grande échelle et au sein de la sphère géographique, la chronologie des institutions et des individus est aussi d'importance et sera prise en compte dans le corps de la recherche.

Le choix de ce qu'on peut appeler le « moment 1800 » comme moment de focalisation relève tout d'abord d'un certain renouveau historiographique pour le premier XIX^e siècle (Aprile, 2010). Ce changement de vision historiographique intervient aussi chez les historiens de la géographie. Hélène Blais et Isabelle Laboulais-Lesage (2006) remarquent notamment que la fin du XVIII^e siècle et le début du XIX^e siècle constituent un impensé collectif chez les géographes. Pris en tenaille entre l'âge d'or des explorations (XVII^e et XVIII^e siècles) (Broc, 1972) et la création de l'École française de géographie (Berdoulay, 1995 ; Robic, 2006a), cette époque a longtemps été perçue comme digne d'une moindre attention. Cela s'avère également une réalité de la bibliographie anglophone (Withers, 2007). Le monde germanophone a plus tôt fait une place à cette période, en considérant notamment de façon hagiographique les deux héros de la discipline, Humboldt et Ritter (Engelmann, 1983). Cette tendance générale à « impenser » cette période s'inverse cependant depuis une dizaine d'années. Des historiens ont engagé ce mouvement : Marie-Noëlle Bourguet, Hélène Blais, Isabelle Laboulais-Lesage ou encore Isabelle Surun soulignent, entre autres, la richesse et la multiplicité des géographies et géographicités du moment 1800. Des philosophes des sciences poursuivent également ce mouvement. Les travaux de Jean-Marc Besse s'inscrivent par exemple dans cette tendance : après avoir porté sur les XVI^e et XVII^e siècles (Besse, 2003a, 2004), ils se décalent temporellement vers le XVIII^e siècle (Bell, Butlin, Heffernan, 1995 ; Besse, Blais, Surun, 2010). Au tour des géographes de poursuivre l'examen de cette période passée sous silence, sous prétexte d'un manque d'intérêt et d'un écrasement par les moments encadrants.

Sur le plan politique, il faut constater durant cette période une permanence de l'horizon révolutionnaire, où retentissent quelques épisodes marquants (1789-1815, 1848). Ces marqueurs temporels se retrouvent dans les trois sphères, bien que les modalités soient distinctes de l'une à l'autre, ce que nous serons amenés à préciser. En outre, cette période est aussi celle des affirmations nationales, voire nationalistes : l'esprit des Lumières laisse place à la montée progressive des nationalismes, qui résultent pour une bonne part de la Révolution française (Aprile, 2010). Ainsi, chaque sphère engage un processus de consolidation nationale interne dont, là encore, les modalités devront être examinées (Caron, Vernus, 2004).

Sur le plan scientifique, et du point de vue des savoirs géographiques plus particulièrement, cette période correspond à une volonté de disciplinarisation¹. Celle-ci touche bien d'autres sphères que la géographie (Dhombres et Dhombres, 1989 ; Schulze, 2007). D'une manière concomitante dans les trois sphères de cette étude, ceux qui commencent alors à se définir comme géographes prennent conscience de la nécessité de faire science et s'en donnent peu à peu les moyens institutionnels, intellectuels ou méthodologiques. Ce processus en cours tout au long de la période interpelle, dans la mesure où sa chronologie coïncide avec les bouleversements politiques à l'œuvre. Un élément symbolique l'illustre : la décennie 1820 voit la création de trois sociétés de géographie dans chacune des capitales (Paris, Berlin, puis Londres), alors même que ce moment est aussi celui d'une prise de conscience politique et culturelle de plus en plus marquée en faveur du fait national.

Au regard de ces quelques éléments de chronologie, un découpage en trois sous-périodes structure le propos :

1. Entre 1780 et 1815, à un moment de bouleversement politique répond une restructuration complète du système scientifique européen. Cette période est celle d'une valorisation politique et étatique des savoirs géographiques et de leur reconnaissance sociétale.
2. Ensuite, la période 1815-1840 est celle de la recherche d'un nouvel ordre politique à l'échelle européenne, qui passe par une montée des nationalismes. La nation devient alors l'échelon majeur à travers lequel les territoires européens sont pensés et administrés par le politique : cette délimitation devient alors une catégorie de pensée de l'espace pour soi. La disciplinarisation des savoirs géographiques s'amorce, grâce à l'impulsion du champ scientifique lui-même, mais en suivant les cadres nationaux qui s'imposent.

1 Ce concept est ici convoqué en référence aux travaux foucauldien. Pour Foucault, la disciplinarisation comprend deux volets conjoints : un premier qui tient à la fabrication disciplinaire, au sens de transmission des savoirs, et un deuxième volet, intrinsèquement lié au premier, qui s'attache à la normalisation des modalités de l'organisation et de la production scientifique (Foucault, 1969, 1975).

3. Enfin, de 1840 à 1860, du côté politique, ce dernier temps connaît une exacerbation des aspirations nationales, notamment à travers le développement de la colonisation pour la France et la Grande-Bretagne et d'une progressive nationalisation des territoires germanophones autour de la Prusse. Parallèlement, les géographes poursuivent leurs efforts de disciplinarisation : après l'étape de l'institutionnalisation, ce sont les cadres épistémologiques qui font l'objet d'une attention particulière, entre exigence universaliste et tentation nationale.

Problématique générale et hypothèses

Une problématique construite sur la dialectique de l'universel et du national constitue le fil conducteur de cette recherche : en quoi le processus de montée en discipline des savoirs géographiques engagé simultanément en France, en Prusse et en Grande-Bretagne dans la période 1785-1860 se trouve-t-il fondamentalement en tension entre, d'une part, une exigence universaliste portée à l'échelle européenne par le champ scientifique et, d'autre part, la nationalisation progressive des savoirs géographiques ? Pour le dire autrement, comment la disciplinarisation progressive des savoirs géographiques qui commence dans ce long premier XIX^e siècle est-elle constamment empreinte d'une double influence : à la volonté, dans un esprit humaniste et hérité des Lumières, de construire un champ scientifique autonome et au service du progrès de l'humanité, semble répondre une présence toujours plus forte du politique et, en particulier, de l'échelon national ? L'enjeu de cet ouvrage réside donc très précisément dans l'identification des modalités d'articulation de ces deux polarités et de leurs effets sur la construction du champ géographique.

Cette interrogation générale doit s'entendre à différentes échelles et différents plans. À différentes échelles tout d'abord, car selon l'approche du *spatial turn* et la problématique des savoirs situés qui guident les analyses suivantes, le lieu dont on parle importe. Nous faisons l'hypothèse que les variations d'échelle révéleront des manifestations différenciées de la dialectique qui est au cœur de cette recherche. Il s'agit donc d'envisager ce questionnement à l'échelle européenne dans un premier temps : comment se manifeste la tension universel / national si l'on envisage à petite échelle le processus de mise en discipline des savoirs géographiques ? Ensuite, l'échelon de la nation doit bien sûr faire l'objet de toutes les attentions : en quoi cette tension possède-t-elle des particularités nationales ? Ou, pour le formuler différemment, en quoi existe-t-il des manières française, prussienne ou britannique d'articuler ces deux polarités ? Enfin, en s'inspirant des apports de la géographie culturelle, et des *cultural studies* d'une manière générale, il s'agira également d'interroger l'échelle individuelle.

La problématique générale se décline de plus sur différents plans, en gardant toujours à l'esprit qu'ils s'entendent aussi aux échelles présentées ci-dessus :

1. Sur un plan épistémologique : il s'agit avant tout de questionner l'objet, ou les périmètres d'objet, la finalité, les méthodes et les pratiques qui président à la disciplinarisation des savoirs géographiques. Ce questionnement précède et s'articule à la manière dont le champ politique peut influencer l'épistémologie de la discipline géographique.
2. Sur un plan historiographique, ensuite, cette recherche vise à interroger les modes de restitution et d'écriture des savoirs géographiques. Quelle écriture du monde se met alors en place dans la période 1785-1860? Peut-on identifier des marqueurs politiques jusqu'au cœur de cette écriture?
3. Sur un plan sociologique et institutionnel, enfin, cette recherche questionne les lieux, personnalités, réseaux, en un mot l'organisation générale de la production des savoirs géographiques. Il s'agit sur ce plan, plus particulièrement, d'interroger et de confronter les organisations d'ensemble, qui représenteraient des manières collectives de faire, et les pratiques individuelles.

Méthodologie et approches

Affirmer une géographicit 

C'est bien le périmètre de la discipline géographique qui constitue le cœur des réflexions et analyses de cet ouvrage. Ainsi, notre recherche déploie les méthodes et les concepts géographiques. Les notions de réseau, de centralité, de nodosité, de pouvoir tiennent une place capitale dans l'analyse relationnelle à mener. De même, la construction systémique des objets d'étude relève des méthodes géographiques. L'analyse du politique et de la géographie doit passer par une phase de spatialisation des acteurs, des lieux, des relations qui structurent leur fonctionnement. Mais ce travail mobilise aussi des démarches de nature historique, sociologique et issue de science politique. Ces postures, que l'on peut, à cette étape du travail, identifier comme des décentrages d'approche, nous ont conduite, en miroir, à analyser le processus même d'individuation disciplinaire. Elles permettent donc d'interroger des effets limites et des effets frontières entre disciplines.

L'entrée par l'approche externaliste

Située dans la continuité des travaux récents d'épistémologie et d'histoire de la géographie, notre approche est résolument externaliste, seule légitime dans la perspective qui est la nôtre et qui pose la figure et la production scientifiques

comme intrinsèquement situées. Elle envisage ainsi la prééminence des facteurs externes dans la détermination de l'évolution et de l'élaboration de la science et vise à mesurer l'influence de ces facteurs. Elle répond à l'approche internaliste, qui ne considère que les logiques internes qui président à la fabrication scientifique (enchaînement des faits scientifiques, logiques de déduction, etc.). Dans notre démarche, la construction de la géographie fait système : il s'agit d'un tout, à comprendre et à saisir comme tel, en pleine évolution au tournant du XIX^e siècle. Un système est une entité définissable et délimitée, mais qui est articulée à son environnement immédiat (société, contexte, régime politique, etc.) par de multiples relations (Walliser, 1977). Un système interagit en permanence avec ce qui l'entoure. Questionner les savoirs géographiques, dans leur construction moderne, au regard des liens qu'ils tissent avec le champ politique, enjoint alors à interroger des relations de nature systémique.

De fait, l'approche externaliste trouve ici une place de premier choix dans la conduite des analyses, car elle envisage les savoirs non pas uniquement dans leur dimension épistémologique, mais comme des éléments constitutifs d'un système, participant d'un environnement culturel, social et politique complexe. Le but n'est pas d'évacuer radicalement l'approche internaliste, c'est-à-dire la science écrite, actée, qui recèle aussi bon nombre d'informations utiles pour cette recherche, mais de parvenir à l'articuler avec l'approche externaliste qui est ici privilégiée. Ce couplage semble nécessaire dans une démarche réflexive et / ou de déconstruction de certains objets historiques. Il rejoint d'ailleurs un autre couplage que nous faisons nôtre dans le cadre de cet ouvrage : celui de l'individu et du collectif.

L'entrée par l'histoire croisée

En plus d'une approche externaliste et systémique, cette recherche déploie une double approche méthodologique historique pour faire tenir ensemble les trois espaces étudiés. Cette méthodologie s'inspire de l'histoire comparée et de l'histoire croisée. L'histoire comparée, formalisée depuis Marc Bloch (1928), constitue un courant épistémologique central de l'historiographie contemporaine. Elle propose une approche comparative d'un même objet d'étude, envisagé variablement dans le temps ou dans l'espace (Veyne, 1996). Dans le cas de notre sujet, l'angle d'approche comparatif est pertinent, dans la mesure où cela permet de mettre sur le même plan les différents espaces et figures considérés et d'en proposer une lecture cohérente. Cette première méthode sera doublée d'une seconde, l'approche issue de l'histoire croisée. Elle a été théorisée par Michael Werner et Bénédicte Zimmermann (Espagne, Werner, 1988 ; Werner, Zimmermann, 2004) et forme un nouveau courant fort de l'historiographie contemporaine. Elle s'empare à la fois de l'histoire comparée et de l'histoire

globale (notamment de la question des transferts culturels), postule l'importance des transferts transnationaux et apparaît, dans une démarche d'analyse relationnelle, comme une entrée méthodologique pertinente. L'histoire croisée propose en outre une histoire de l'Europe à géométrie variable, dans la variation des échelles d'analyse et des objets d'étude par exemple, interrogeant en profondeur la catégorie d'État-nation. Cette approche offre un décloisonnement géographique des figures et des institutions étudiées. En recherchant les points d'intersection entre les pays, les objets et les conceptions géographiques, ce travail pourrait mettre au jour une configuration inédite des liens entre géographie et politique. Il tendrait également à proposer une nouvelle vision de l'espace européen au tournant du XIX^e siècle.

Le texte comme terrain

Enfin, l'analyse textuelle conduit ce travail. Elle fonctionne selon deux niveaux de grille d'analyse. D'une part la situation du texte ne saurait en aucun cas être évacuée, d'autre part la dimension personnelle de la figure géographique fait aussi pleinement sens. Cette analyse est donc l'occasion de confronter deux matrices explicatives : celle de l'individu (micro) et celle située à plus petite échelle (macro). Le texte possède ici le statut de terrain, si cher aux géographes. Ce terrain fonctionne, d'après Jean-Michel Berthelot, dans l'articulation de trois caractéristiques. Pour lui, le texte scientifique exprime une intention de connaissances, il est reconnu par une communauté savante et il s'inscrit dans un espace de publication (Berthelot, 2003). Le statut de « texte scientifique » sera bien sûr à discuter et à ajuster selon le type de sources envisagé, car les textes scientifiques ne constituent pas l'ensemble de notre *corpus*. Les correspondances, mais aussi les productions informelles, telles que les carnets, comptent pour une part des textes mobilisés ; ils sont considérés comme des matériaux à part entière dans les analyses (Beaurepaire, 2002 ; Haroche-Bouzinac, 2002 ; Hébert, 2009). Ce terrain textuel est facilement accessible, en raison de la numérisation d'un grand nombre de matériaux que nous avons utilisés, mais également parce qu'il se situe dans des aires linguistiques et culturelles proches de la nôtre.

Le corpus est ainsi constitué de sources de natures plurielles, qui embrassent les trois aires culturelles et prennent en charge un certain nombre de figures géographiques majeures. Si l'on choisit une entrée par la nature des matériaux travaillés, ces sources se répartissent entre les éditions scientifiques, les revues, les correspondances, les textes réglementaires, les textes d'enseignement et, enfin, les archives des sociétés de géographie.

En matière de figures géographiques sélectionnées, nous faisons délibérément le choix de nous concentrer sur des individus impliqués dans le processus de construction disciplinaire tout au long de la période. Des figures principales

forment le cœur et l'essentiel de nos analyses : du côté prussien et allemand, les géographes Georg Forster, Alexander von Humboldt, Carl Ritter sont les représentants majeurs de la géographie de cette période, et leurs correspondances constituent une source exceptionnelle à exploiter ; du côté français, les géographes Edme Mentelle, Conrad Malte-Brun, Edme-François Jomard et Bory de Saint-Vincent sont les figures centrales du corpus. Enfin, les grands noms de la géographie britannique, tels que Joseph Banks, Julian Jackson ou Roderick Impney Murchison font l'objet d'éclairages complémentaires, au même titre que Louis Vivien de Saint-Martin et August Petermann qui se situent à l'extrémité temporelle de notre période. Tous les géographes ne font pas l'objet du même degré d'investigation mais, dans la mesure du possible, leur contribution à la géographie est considérée du point de vue de leurs publications officielles (articles, ouvrages) et de leur production informelle (correspondances, carnets). Les figures principales font l'objet d'un résumé biographique en annexe, à la fin de l'ouvrage.

Du point de vue institutionnel, les analyses s'appuient sur les bulletins et revues des sociétés de géographie de Paris, Londres et Berlin, ainsi que sur quelques revues : *Annales des voyages, de la géographie et de l'histoire* (1807-1814), *Nouvelles annales des voyages, de la géographie et de l'histoire* (1819-1872). Ces sources sont référencées dans le corps du texte sous la forme de sigles suivis de l'année de parution, du numéro de série (si besoin) et du numéro de tome dans cette série (tableau 1). Par exemple, la notation suivante : « BSGP, 1827, S1, T7 » se lit « *Bulletin de la Société de géographie de Paris*, année 1827, tome 7 de la première série ». Lorsque les bulletins ou revues ne font l'objet que d'une série, seuls les numéros de tomes sont indiqués.

Enfin, la géographie scolaire fait également l'objet de quelques éclairages ponctuels, dans la mesure où cette sphère interagit aussi avec la sphère de la géographie institutionnelle et la sphère du pouvoir. Elle ne constitue pas pour autant le cœur du corpus, car le choix a été fait de nous concentrer sur les liens entre géographie institutionnelle et académique et champ du pouvoir.

Lecture et circulation au sein de l'ouvrage

En vertu du temps long embrassé par cette recherche, nous avons opté pour un plan chronologique. Cela ne s'oppose en aucun cas à la vision systématique que nous adoptons parallèlement, mais participe d'une mise en scène simple et claire des relations complexes mises au jour. À l'image des géographes que nous avons lus qui écrivaient leur conception du monde sur un mode littéraire, nous tentons à notre tour à travers le mode du récit de rendre compte de *leur* monde. Par récit, nous entendons ici, au sens de Paul Ricœur, tout acte

Source \ Série	Série	Référen- cement	Série 1	Série 2	Série 3	Série 4	Série 5	Série 6
<i>Bulletin de la Société de géographie de Paris</i>	BSGP		1821-1833	1834-1843	1844-1850	1851-1860		
Bulletin de la Gesellschaft für Erdkunde zu Berlin	BGFE		<i>Jährliche Berichte</i> 1833-1839	<i>Monatsberichte</i> 1840-1853	<i>Zeitschrift</i> 1853-1866 (nouvelle formule)			
Bulletin de la Royal Geographical Society	BRGS		1830-1860					
<i>Annales des voyages, de la géographie et de l'histoire</i>	AV		1807-1814					
<i>Nouvelles annales des voyages, de la géographie et de l'histoire</i>	NA		1819-1826	1827-1833	1834-1839	1840-1844	1845-1854	1855-1860
<i>Petermann Geographische Mitteilungen</i>	PGM		1855-1878					

Tableau 1. Référencement des sources institutionnelles dans le texte.

de prise de parole ou d'écriture qui produit et révèle une « identité narrative ». Celle-ci se construit à la croisée entre fiction et non-fiction, imaginaire et histoire, dimensions personnelle et collective (Ricœur, 1985). Le choix du récit, qui s'accompagne ici d'une progression temporelle, vise à articuler ces différents niveaux. Le découpage temporel en trois sous-périodes présenté plus haut sert de cadre général. Une première partie vise donc à élucider les liens entre savoirs géographiques et politique dans la période 1785-1815, la deuxième entre 1815 et 1840 et la troisième entre 1840 et 1860. Cette tripartition n'est évidemment pas aussi stricte que cela dans le corps du texte, puisque certains éléments de la relation constituent des invariants, qui seront identifiés et signalés comme tels.